



Berlin, 19.11.2005  
CA

**Leçon de réalisme allemand à usage du PS, par Angelica Schwall-Düren**

**Article paru dans Le Monde du 19.11.2005**

Amis français, donnez-vous la peine de comprendre les bonnes raisons qui ont conduit les sociaux-démocrates allemands à accepter de gouverner avec l'Union chrétienne-démocrate d'Angela Merkel

Beaucoup de Français, notamment au sein de la gauche française, se sont étonnés de l'annonce d'une éventuelle coalition « contre-nature » entre mon parti, le Parti Social-Démocrate (SPD) et l'Union Chrétienne-Démocrate (CDU), suite aux élections du Bundestag il y a deux mois.

Loin de moi l'idée de nous justifier, mais je pense qu'il est important d'expliquer les raisons d'un tel choix, et surtout la genèse de cette décision, qui n'a pas été facile pour tous les sociaux-démocrates allemands, et qui me semble difficilement acceptée par la gauche française, qui parle de cohabitation gouvernementale, voire rejetée par certains, si l'on regarde la réaction du Nouveau Parti Socialiste d'Arnaud Montebourg.

Revenons aux origines de ce résultat : la décision du Chancelier Gerhard Schröder de demander au Président Horst Köhler de dissoudre le Bundestag (nous n'avons pas de droit de dissolution dans notre Loi Fondamentale). Certaines voix critiques l'ont accusé d'opportunisme, voire de machiavélisme. Il me paraît extrêmement important de resituer cette décision dans le contexte politique allemand du second mandat de Gerhard Schröder. Le gouvernement rouge-vert (SPD-Bündnis 90/Die Grünen) était confronté à une cohabitation de fait avec l'Union Chrétienne-Démocrate (CDU) de Madame Merkel depuis 2002, puisque le Bundesrat – la chambre des Länder – était dominé par l'opposition. Toute loi décidée par un Bundestag à majorité « rouge-verte » se retrouvait donc presque automatiquement bloquée par la majorité « noire » du Bundesrat, et donc vouée à des négociations au sein de la commission de médiation entre Bundestag et Bundesrat. Celles-ci ont souvent conduit, au terme de discussions houleuses, à des lois dont on ne pouvait plus reconnaître clairement la veine sociale-démocrate et écologiste.

Pourquoi prendre la décision en mai 2005, me direz-vous ? Parce que les élections dans le Land de Rhénanie du Nord/Westphalie, qui avaient à nouveau vu triompher l'opposition, ont rendu bancal le seul équilibre politique stable qui subsistait au sein de cette commission de médiation, ce qui menaçait d'envoyer aux abysses parlementaires tout projet de loi proposé au Parlement au sens large.

Je suis moi-même députée, et j'ai travaillé à de nombreux projets législatifs ces dernières années qui ont bénéficié de ce « traitement de faveur ». Je pense à la loi contre les discriminations par exemple. Dans un autre registre, il me paraît important de citer la commission de réforme du fédéralisme, dont j'étais moi-même membre, et dont on a peu parlé en France, malgré sa grande importance dans son objectif intrinsèque : faire évoluer notre régime politique. Je sais pour m'y être intéressée que de telles pensées sont également en question en France, à travers le débat sur la VIème République. Cette commission a été interrompue brusquement le 17 décembre 2004, ayant abouti à une impasse dans la négociation entre le gouvernement et les Länder.

L'idée du Chancelier Gerhard Schröder, derrière sa volonté de nouvelles élections, était de faire table rase de tous ces débats, qui relevaient plus de querelles d'influence entre partis que de discussions de fond sur l'avenir de notre pays ; et surtout son objectif était de donner la parole aux citoyens.


C'est, selon moi, là que la comparaison avec le référendum français sur le Traité Constitutionnel Européen prend tout son sens. Les élections allemandes du 18 septembre furent plus que de simples élections législatives. La question posée aux citoyens était la suivante : Voulez-vous un virage vers le néolibéralisme, oui ou non ? C'est je pense aussi la question à laquelle ont répondu les électeurs français le 29 mai, même si cela n'était pas la question qui était posée. Et le peuple a

aussi dit « nein » chez nous. Il faut préciser que les élections ont dégagé une majorité de gauche au Bundestag, mais pas une majorité rouge-verte. Or il nous est impossible de coopérer avec des gauchistes qui exigent une annulation des réformes déjà en vigueur, et qui prononcent des promesses impossibles à réaliser et à financer, comme par exemple une hausse des allocations chômage, étant donné le déficit allemand actuel.

Comment réagir à un tel élan ? Doit-on dissoudre le peuple, comme le proposait en son temps ironiquement Berthold Brecht, parce qu'il n'a pas su dégager de majorité claire ? Ou plutôt chercher à répondre à ses aspirations, et mettre la main à la pâte, s'il le faut en brisant les tabous politiques ?

Nous avons choisi la deuxième solution. Et nous avons évolué d'une cohabitation de fait à une cohabitation de fond. Par le biais des huit ministères sociaux-démocrates (SPD), les deux partis au pouvoir peuvent se considérer, comme on dit chez nous, « à même hauteur d'yeux ». Et comme l'avait déclaré l'ancien président du Parti Social-Démocrate (SPD) Franz Müntefering au début des négociations, il n'y a eu aucun tabou dans l'élaboration du programme du gouvernement. Nous avons mis tous nos idéaux sur la table et avons élaboré un compromis dans la plus grande intelligence. Non pas en cherchant le plus petit dénominateur commun, comme le furent certaines lois passées à la moulinette de la commission de médiation, mais en visant le compromis constructif. Etre à la table de l'adversaire politique ne nous pousse pas à vendre notre âme de sociaux-démocrates. Cela permet d'éviter une catastrophe politique, tout en écoutant la voix des citoyens.

Alors, amis de la gauche française, ne nous regardez plus avec un sourire gêné : la gauche allemande n'est pas reléguée au Parti de Gauche d'opposition de Monsieur Lafontaine, elle est bien au gouvernement. Et elle s'est fixée comme objectif de contribuer au maintien de la ligne de réformes de Gerhard Schröder, afin de consolider la croissance, qui revient peu à peu dans notre pays : une croissance qui aidera à créer des emplois ; des réformes qui permettront de faire face aux défis de la mondialisation et des mutations démographiques, tout en préservant les exigences sociales de nos citoyens.

A handwritten signature in black ink, reading "Angelica Schwall-Düren". The script is cursive and elegant, with a long horizontal stroke at the end of the name.

Angelica Schwall-Düren

Députée SPD, vice-présidente du groupe parlementaire social-démocrate au Bundestag allemand, chargée des questions européennes